



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 24 juillet 2023



وكالة الأنباء الجزائرية
— ALGÉRIE PRESSE SERVICE —

Lancement d'une consultation pour l'élaboration d'un nouveau règlement de la Bourse des valeurs mobilières



La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) a lancé une consultation de place en vue de l'élaboration d'un nouveau texte réglementaire organisant et encadrant les mécanismes de fonctionnement de la Bourse des valeurs mobilières, a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué.

Ce nouveau texte réglementaire qui viendra "en remplacement du Règlement 97-03 du 18 novembre 1997 existant", s'inscrit dans le cadre de "la nouvelle vision de la Commission qui vise à mettre à jour et à harmoniser les textes réglementaires relevant de sa compétence pour les adapter aux exigences actuelles et à la dynamique que connaît l'économie nationale depuis trois ans, ainsi qu'au plan d'action du gouvernement visant à diversifier l'économie nationale et ses sources de financement", précise la même source.

Cette consultation réunit les acteurs de la place financière d'Alger, à savoir la Société de gestion de la Bourse (SGBV), le dépositaire central des titres, les intermédiaires en opérations de bourse, les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés de capital risque, est-il expliqué dans le document.

Dans ce cadre, une séance de travail a eu lieu au siège de la SGBV le 25 juin dernier, entre les cadres des deux institutions visant à définir les contours du nouveau règlement général de la bourse.

Une deuxième séance de travail s'est tenue au siège de la COSOB le 03 juillet courant, réunissant les cadres de la commission et les représentants de la société de gestion de la Bourse, dépositaire central des titres et des intermédiaires en opérations bourse. Cette réunion a eu pour objet d'étudier les propositions soumises par les partenaires pour aboutir à un document complet et efficace, explique, également, le communiqué.

Selon le document, la COSOB oeuvre par cette initiative afin d'"avoir un nouveau texte qui correspond aux pratiques et normes internationales en la matière"

La Commission a noté dans son communiqué que d'autres réunions, toujours dans le même contexte, se tiendront à l'avenir.



Le Premier ministre s'entretient à Rome avec la présidente du Conseil des ministres italien

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane s'est entretenu, dimanche à Rome, avec la présidente du Conseil des ministres italien, Mme Giorgia Meloni à qui il a réaffirmé la ferme volonté de l'Algérie de continuer à œuvrer avec son pays, pour la consolidation de la coopération bilatérale et la promotion des échanges économiques et de l'investissement entre les deux pays.

En marge de sa participation en tant que représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la Conférence internationale sur le développement et la migration qui se tient à Rome, le Premier ministre a eu des entretiens avec la présidente du Conseil des ministres italien à qui il transmis, à cette occasion, les salutations du Président Tebboune, réaffirmant la ferme volonté de l'Algérie de continuer à œuvrer avec le partenaire italien, en vue de consolider et de diversifier la coopération bilatérale pour englober tous les domaines et promouvoir les échanges économiques et l'investissement entre les deux pays.

Après avoir exprimé ses vifs remerciements au Président de la République pour la participation de l'Algérie et sa "précieuse contribution" à la conférence initiée par son pays, Mme Meloni s'est félicitée du "niveau des relations bilatérales", tout en formant le vœu de voir les gouvernements des deux pays continuer à travailler ensemble en vue de développer le partenariat algéro-italien".



Le Premier ministre s'entretient à Rome avec son homologue libanais.

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, s'est entretenu, dimanche à Rome, avec le président du Conseil des ministres libanais, Najib Mikati, les deux parties ayant affirmé leur volonté commune de redynamiser les mécanismes de coopération bilatérale.

En marge de sa participation en tant que représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la Conférence internationale sur le Développement et la Migration qui se tient à Rome, le Premier ministre a eu des entretiens avec M. Mikati, au cours desquels ils ont abordé l'état et les perspectives des relations bilatérales.

Les deux parties ont, également, affirmé leur volonté commune d'œuvrer de concert à redynamiser les mécanismes de coopération et à promouvoir les échanges économiques entre les deux pays.

S'affranchir du pétrole, investissements, numérisation, reconquête diplomatique... Le modèle Tebboune

Le président de la République a jeté les passerelles qui doivent ôter à l'Algérie l'étiquette de pays rentier.

Impossible n'est pas algérien. Un slogan qui va comme un gant à l'Algérie d'aujourd'hui. Sortir de la quasi-dépendance au pétrole est une problématique qui s'est posée dès l'accession du pays à son indépendance. Les gouvernements qui se sont succédé depuis s'y sont soit essayés et fait chou blanc soit géré les affaires de la cité en s'adossant à cette manne fabuleuse générée par les exportations d'or noir. Le plongeon récurrent des prix du pétrole montrait que cette situation n'était pas tenable. Elle a fait à maintes fois traverser au pays des crises féroces qui ont fini, dans les années 90, par l'envoyer entre les fourches Caudines du Fonds monétaire international. Une suprême humiliation pour un pays comme l'Algérie qui recèle des ressources, des richesses inouïes qui de surcroît offrent des opportunités d'investissements de premier plan. Ce que le président de la République a mis en exergue dès la seconde année de son mandat. Depuis son investiture à la tête de l'État, le président Tebboune a su comment relancer le secteur des exportations. Du jamais-vu depuis l'indépendance de l'Algérie. Sous son ère, de nombreux grands projets stratégiques ont été lancés, tels que la production du phosphate à Ghar Djebilet, le pétrole et le gaz dans le Grand Sud, les grandes voies ferrées dans le Sud, la route transsaharienne, le plus long gazoduc en Afrique entre l'Algérie, le Niger et le Nigeria, la production de grands bateaux de pêche. Pour mettre fin aux approximations, aux pratiques mafieuses dont le pays n'a que trop longtemps souffert, le président de la République lancera le chantier de la numérisation et de la statistique dont il a fait une priorité tout en lui dédiant un ministère. Le modèle économique qui reposait exclusivement sur la rente pétrolière était toxique, une malédiction pour le pays qui n'avait d'autre salut que de se doter d'une économie créatrice de richesses tout en se débarrassant d'un système bureaucratique source de tous les maux (corruption, pots-de-vin, détournement...). Jusqu'à l'avènement du président Tebboune, sa résolution échappait à ceux qui en avaient la charge. Une situation qui n'est ni viable ni tolérable, pour un pays dont les moyens, les richesses, sont avérés pour sortir d'une dépendance insolente à son or noir qui, de surcroît, n'a guère été valorisante.

Le constat est amer. La dépendance quasi totale de l'économie nationale à la rente pétrolière «est fatale pour l'intelligence et l'esprit d'initiative», avait déclaré

le président de la République. Le train de la renaissance économique sera lancé. Le nouveau chef de l'État initiera au mois d'août 2020, le Plan de relance économique et une Conférence nationale sur la start-up au début du mois d'octobre de la même année. Deux évènements qui annonceront la fin du règne de la rente pétrolière. Parmi les faits remarquables de la gestion de Abdelmadjid Tebboune, il y a l'ouverture de la piste minière, celle du gisement de fer de Ghar Djebilet, notamment qui doit consacrer le nouveau modèle économique vers lequel tend le pays. Une conférence nationale sur la relance industrielle sera organisée aussi du 4 au 6 décembre 2021, avant que le président de la République ne décrète 2022 «année économique». 2023 sera l'année de sa consécration sur le plan diplomatique avec sa remarquable élection au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Algérie a été aussi brillamment élue en tant que membre du Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations unies pour la période 2023-2025. Les succès se sont enchaînés. L'ambassadeur Larbi Djacta a été, lui aussi, brillamment réélu à la présidence de la Commission de la fonction publique internationale (Cfpi) de l'ONU contre le candidat du Maroc, El Hassane Zahid, sa représentante permanente auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Oiac), Salima Abdelhak, a remporté le siège de vice-présidente de la 27e session de la Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (Ciac) qui s'est déroulée à La Haye du 28 novembre au 2 décembre 2022... Autant de «victoires» qui précéderont la tournée remarquable du président de la République qui le mènera de Russie en Turquie en passant par le Qatar et la Chine.

À chacune de ses escales, il mettra en avant les opportunités d'investissements exceptionnels qu'offre le pays. D'importants contrats de partenariats seront conclus avec à la clé 36 milliards de dollars d'investissements en provenance de Chine, seconde puissance économique mondiale. Une «touche» du Président...



Un Sommet avec Erdogan programmé

Les deux Présidents ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines.

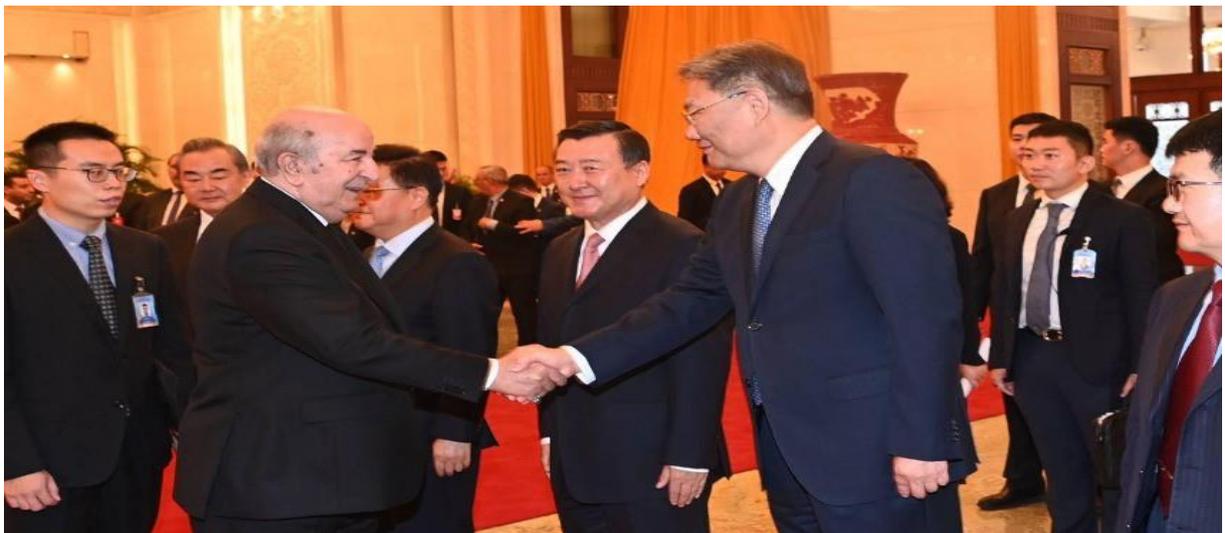
Le tête-à-tête qu'a eu le président de la République avec son homologue turc, a constitué le dernier acte de sa visite de deux jours en Turquie.

Un communiqué de la présidence de la République rendu public, très tard dans la nuit de samedi, note que les deux hommes «ont exprimé leur satisfaction du niveau des relations atteint par les deux pays, notamment au volet économique». Il convient de rappeler, à ce propos que les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie sont de l'ordre de 5 milliards de dollars. Ce qui est important dans l'équation économique algéro-turque sont les investissements turcs qui s'élèvent à pas moins de 6 milliards de dollars. L'objectif que se sont fixé les deux pays consiste à porter ce chiffre à 10 milliards de dollars à moyen terme. Cet objectif nécessite un sérieux renforcement du partenariat. Aussi, «les deux Présidents ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines», relève la même source. Actuellement, les investissements turcs sont essentiellement dans les industries sidérurgique, textile et agroalimentaire. Un intérêt soutenu est également porté par les opérateurs turcs à la construction automobile. Il reste que le spectre du partenariat entre les deux économies est très large. Le tête-à-tête présidentiel ouvre la voie à «une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays, notamment après la réélection de M.Recep Tayyip Erdogan pour un nouveau mandat présidentiel», rapporte-t-on de même source. Cette perspective souhaitée par les deux chefs d'État suppose une réunion au sommet. Aussi, Abdelmadjid Tebboune et Recep Tayyip Erdogan «ont instruit leurs ministres des Affaires étrangères respectifs à l'effet de convoquer une réunion, dans les meilleurs délais, en vue de définir les priorités dont ils ont convenu et préparer un Sommet qui réunira, prochainement, les deux Présidents aux fins d'élaborer le nouveau programme de coopération entre les deux pays frères», note le communiqué de la présidence de la République. C'est dire tout l'intérêt éminemment économique de cette visite de travail qui vient relancer un partenariat déjà fructueux, puisque les investisseurs turcs sont en même temps exportateurs de produits fabriqués en Algérie. Cela au plan bilatéral. Concernant le volet international, «les deux Présidents ont évoqué, avec intérêt, la question palestinienne et convenu d'accélérer le processus d'adhésion de l'État de Palestine à l'ONU, en tant que membre à part entière. Ils ont, par-là même, évoqué la situation au Soudan, en Libye et au Sahel», souligne-t-on. On apprendra à travers le propos du président turc que l'Algérie a joué un rôle dans le rapprochement de la Turquie avec certains pays arabes. Erdogan a, souligne le communiqué, remercié Abdelmadjid Tebboune, «pour son rôle dans le maintien de la qualité des relations arabo-turques». Un aspect assez peu connu des activités diplomatiques de l'Algérie. On rappellera le

récent réchauffement des relations turquo-syriennes. Le communiqué ne fait pas état de cet épisode, mais l'on peut supposer que l'Algérie y a joué un rôle. Enfin, rappelons que le président Tebboune a effectué une visite de travail en Turquie les 21 et 22 juillet courant. Une importante délégation ministérielle l'avait accompagné.



Russie, Qatar, Chine et Turquie L'été chargé du Président



Le périple de Tebboune a été un succès qui s'ajoute à ce qui a été engrangé lors de ses précédentes visites, particulièrement celle de Moscou.

Le président Tebboune a achevé, hier, un véritable périple dont Istanbul a été la dernière étape. L'agenda de la deuxième quinzaine du mois de juillet a été manifestement chargé pour le chef de l'État. Il s'est rendu en l'espace d'une semaine dans trois pays: le Qatar, la Chine et la Turquie. C'est-à-dire trois pays qui comptent sur l'échiquier international. Notamment dans la redistribution des cartes d'influence et des enjeux de puissance. Trois capitales qui ont servi de tribunes importantes pour Tebboune. À Pékin, à Doha comme à Istanbul, Tebboune est allé au vif des sujets. Qu'il s'agisse de promouvoir l'attractivité de l'investissement en Algérie ou de rappeler le nécessaire passage par les instances de l'ONU dans le règlement des conflits. Du point de vue diplomatique, le

périple de Tebboune a été un succès. Indubitablement. Il s'ajoute à ce qui a été engrangé lors de ses précédentes visites particulièrement celle de Moscou. Cette tournée, entamée il y a plus d'une semaine, aura été fructueuse à plus d'un niveau. Davantage à travers le séjour de Tebboune en Chine, ce pays qui ne cesse d'avancer dans tous les domaines. Jusqu'à faire office de pays par qui ou autour de qui se jouent les bouleversements des relations internationales. Aussi bien économiquement que du point de vue de la géopolitique et ses implications. Au Forum des hommes d'affaires algéro-chinois, le chef de l'État a mis en avant ce qu'offre l'Algérie en opportunités d'investissements. Loin de se présenter en quémandeur, le chef de l'État a présenté les atouts du climat des affaires en Algérie.

«L'Algérie dispose, aujourd'hui, de plusieurs atouts et avantages qui font d'elle une destination d'investissement prometteuse dans des domaines vitaux: l'agriculture, l'énergie, l'agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique», a affirmé le chef de l'État. L'attractivité touche plusieurs secteurs dans lesquels les opérateurs étrangers pourront investir. Il s'agit notamment du tourisme, des transports, des services, des énergies renouvelables et des infrastructures. Le chef de l'État a affirmé que «la voie est ouverte en Algérie devant les hommes d'affaires chinois pour le partenariat et l'investissement». La voie est ouverte dans tous les secteurs afin de bénéficier des facilitations accordées aux opérateurs économiques, a-t-il souligné. Coïncidence ou effet immédiat d'un discours, peu importe: la Chine investira 36 milliards de dollars en Algérie. C'est ce qu'a annoncé Tebboune au dernier jour de sa visite à Pékin. L'investissement touchera divers secteurs tels que l'industrie manufacturière, les nouvelles technologies, l'économie de la connaissance, les transports et l'agriculture. Ceci pour dire que la coopération bilatérale entre Alger et Pékin a de très beaux jours devant elle.

Du point de vue politique, le séjour de Tebboune en Chine n'a pas manqué de montrer la convergence des vues des deux pays sur la cause du Sahara occidental et celle de la Palestine. Alger et Pékin ont rappelé que la résolution de ces questions doit se faire sous les auspices des Nations unies. Ce qui va à contresens des récentes manoeuvres israélo-marocaines. Doha et Istanbul ont été également des étapes fructueuses dans le périple de Tebboune. En termes de coopération bilatérale avec ces deux pays, mais aussi dans ce qui a trait à la coordination des positions sur l'ensemble des points chauds qui font agiter le monde.

Tebboune porte l'image d'une Algérie offensive L'élan du renouveau

L'action diplomatique de l'Algérie se déploiera, ainsi, sous le triptyque souveraineté, sécurité et développement.

Dès son élection à la tête de la République en décembre 2019, le président Tebboune a fixé le cap indiquant le style de la diplomatie qu'il entendait mener. Il a adopté une politique étrangère «dynamique» qui assurera à l'Algérie une place à la hauteur de sa vocation de puissance régionale et qui la replacera dans le concert des nations. Les visites d'État qu'il a effectuées au Portugal puis en Chine, en passant par la Russie procèdent de cette stratégie de redéploiement qui donne écho à la politique de redressement national que le Président s'est engagé à mettre en oeuvre au plan interne. Une diplomatie qui sera tout naturellement au service du renouveau national et d'édification d'une nouvelle Algérie. Si dans sa démarche Abdelmadjid Tebboune accorde un intérêt particulier au continent africain, il ne néglige pas la promotion des dynamiques de coopération, d'association et d'intégration dans tous les ensembles auxquels l'Algérie appartient: le Maghreb, le Sahel, le Monde arabe, la communauté islamique et l'espace méditerranéen. Fidèle à sa doctrine tenant au «respect de la souveraineté et de l'intégrité des États, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États», l'Algérie s'est tout naturellement tournée vers ses alliés historiques que sont la Russie et la Chine qui prennent les mêmes principes. Dans le Plan d'action du gouvernement, il est en effet prévu une évaluation des relations avec les partenaires stratégiques de l'Algérie pour positionner notre pays en tant que puissance d'équilibre. C'est ainsi que le président Abdelmadjid Tebboune s'est rendu à Moscou en messenger de la paix. À cela, le président Vladimir Poutine a remercié l'Algérie pour cette disposition à fournir des efforts de médiation dans le conflit opposant son pays à l'Ukraine. Rappelant que l'Algérie est membre du groupe de contact de la Ligue arabe sur l'Ukraine, le président Poutine a indiqué avoir expliqué au président Tebboune «la vision russe, les origines de ce conflit, et les circonstances qui l'entourent». La médiation dans les crises et les conflits internationaux ne sont pas une nouveauté pour l'action diplomatique algérienne. Les instances internationales lui reconnaissent en effet ce rôle de leader dans le règlement des conflits au niveau régional, de par son rôle central dans la consécration de la stabilité, particulièrement dans la région du Sahel. Partout, le message porté par les diplomates algériens a été le même: l'Algérie cherche à vivre en paix en Méditerranée et s'emploie à aider les pays qui en avaient besoin sans

contrepartie politique. «L'Algérie n'est dépendante d'aucune orbite diplomatique», réaffirme, le président Tebboune qui n'a cessé de rappeler que la politique étrangère algérienne reposait sur les principes de paix et de refus de l'asservissement des peuples. Inscrit dans ses gènes diplomatiques, l'Algérie a toujours prôné un règlement pacifique des conflits. Ce n'est pas par amour de l'intrigue ou par une tendance innée à se quereller que la diplomatie algérienne a choisi le non-alignement et le droit des peuples à l'autodétermination. Un principe qu'elle a assumé et défendu ouvertement et sans contrepartie. En revanche, l'action diplomatique portant «l'emprise Tebboune» a une caractéristique: le pragmatisme et la préservation des intérêts doivent présider aux interactions avec les partenaires étrangers de l'Algérie et le tout dans une approche gagnant-gagnant. La diplomatie algérienne est appelée à tirer pleinement profit des espaces économiques dans lesquels elle est partie, et de la part de ses alliés. Lors de sa dernière visite en Chine, le Président a non seulement entériné les relations commerciales avec l'allié chinois, mais il a réussi à étendre ce partenariat à de nouveaux domaines: dix-neuf accords ont été signés entre l'Algérie et la Chine dans les secteurs du commerce, des télécommunications, du transport ferroviaire ou de l'agriculture. Le partenariat économique entre les deux pays est déjà très important, Tebboune a également réussi à arracher le précieux soutien de Pékin pour une adhésion de l'Algérie aux Brics.



D'importantes saisies au port d'Alger

Les services des douanes ont saisi, au port d'Alger, une quantité importante de marchandises importées, après avoir enregistré sept infractions lors du traitement des déclarations douanières relatives à l'importation, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD). Dans le cadre de l'exercice des missions assignées au corps des douanes algériennes et suite au traitement des dossiers de déclarations douanières relatives à l'importation, sept infractions douanières liées à l'importation de marchandises prohibées, ainsi qu'aux fausses déclarations ont été enregistrées par les services de l'inspection principale des brigades et l'inspection principale de contrôle des opérations commerciales relevant de l'Inspection divisionnaire des Douanes d'Alger-Commerce, territoire de compétence de la DRD d'Alger- Port, précise la même source. 119.600 unités de feux d'artifice, 325.224 unités de divers produits de beauté, 12.231 unités d'accessoires de téléphone portable ont été saisies, ajoute le communiqué.

Nouvelles opportunités d'investissement en Algérie : Rencontre de sensibilisation au Consulat d'Algérie à Bobigny.

Une conférence-débat sur le thème «Les nouvelles opportunités d'investissement en Algérie» axée sur les perspectives qu'offrent le pays aux entrepreneurs du digital, notamment ceux de la diaspora algérienne en France, particulièrement des start-uppers, a été organisée samedi dernier au niveau du consulat d'Algérie à Bobigny.

La rencontre a été animée par le professeur Adem Belkacem Miloudi et Nouredine Azzouk, président du cercle de réflexion et d'actions «Nation numérique». Initiée par le Consul d'Algérie à Bobigny, M. Abdelmalek Maoudj, cette rencontre a été marquée par la présence de Mme Anissa Boumediène, veuve du défunt président, Houari Boumediène, M. Abdelhamid Mekki, représentant de l'ambassadeur d'Algérie en France, M. Said Moussi, M. Badis Khenissa, représentant de l'Observatoire national de la société civile, des membres du mouvement associatif, du Conseil supérieur de la jeunesse et des membres de la diaspora. Après l'exécution de l'hymne national, le Consul d'Algérie à Bobigny a prononcé une allocution dans laquelle il a réitéré en premier lieu ses chaleureux remerciements à Mme Boumediène pour ses multiples participations aux différentes rencontres organisées au sein du poste consulaire et a saisi l'occasion pour rendre un vibrant hommage au défunt président, Houari Boumediène. «Ce grand homme a servi le pays et le peuple et ses décisions ont eu un apport considérable sur le développement économique de l'Algérie», a-t-il déclaré. Cette rencontre-débat a été l'occasion pour valoriser et mettre en avant l'accompagnement de la diaspora algérienne désireuse de s'investir en Algérie, notamment dans le secteur du numérique. Le chef du poste consulaire a réaffirmé, lors de cet événement, l'engagement de l'Etat à encourager les membres de la communauté nationale établie à l'étranger à soutenir le développement des start-up. «Le gouvernement algérien multiplie les mesures visant à développer l'industrie numérique. Convaincu de l'importance des start-up et de l'intelligence artificielle, le Président de la république M. Abdelmadjid Tebboune a institué,

pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, un ministère dédié à l'accompagnement des start-up, en l'occurrence le ministère de l'Economie de la connaissance, des Statuts-Up et des Micro-entreprises afin de mettre en place un environnement propice à la transition d'une économie rentière à une économie aux revenus diversifiés». A cet effet, les intervenants sont également revenus sur la simplification et la facilitation des procédures de création de start-up et d'autres activités au profit des investisseurs débutants, soulignant la promulgation de nombreux textes réglementaires et d'application. Ils ont dans ce cadre, mis en exergue les différentes potentialités de développement qu'offre l'Algérie pour encourager les jeunes innovants à la création de start-up tout en rappelant l'intérêt qu'accorde l'Etat à l'essor de ce secteur clé du projet de «Relance et de renouveau Économique» dans le cadre du Plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République. Dans cette perspective, le diplomate algérien a invité l'ensemble des compétences algériennes résidant au niveau de la circonscription consulaire de Bobigny à participer activement au Plan d'action du Gouvernement pour le développement socio-économique du pays qui constitue un des axes majeurs de la politique décidée par le Président de la République, Son Excellence Monsieur Abdelmadjid Tebboune, pour la construction du nouveau modèle économique. Dans cet esprit, M. Abdelmalek Maoudj a salué les récentes avancées enregistrées en ce sens « les chiffres enregistrés par l'Algérie jusqu'à présent dans ce secteur sont encourageants avec plus de 5000 start-up recensées, dont 1.100 ayant obtenu le label de «start-up» ou celui de «projet innovant». «Développer un écosystème propice et solide à travers la diversification et la multiplication des dispositifs dédiés à la création et au soutien des start-up afin d'en faire la locomotive de la transition qui permettra à l'économie nationale de rentrer dans l'économie de la connaissance». Pour sa part, Mme Anissa Boumediène, a tenu à souligner «l'importance d'encourager les jeunes diplômés à contribuer à l'effort national et à participer au développement de leur pays d'origine, en saisissant la main tendue du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au profit de la communauté nationale établie à l'étranger.» Enfin cette louable initiative qui s'inscrit dans le sillage des actions menées par le chef du poste consulaire M. Abdelmalek MAOUDJ et son équipe, était l'occasion de fournir une plate-forme de discussions à toutes les parties prenantes pour promouvoir les opportunités d'investissement en Algérie,

notamment dans le secteur numérique et la mobilisation des compétences, des entrepreneurs et des investisseurs algériens, levier de synergies.



Adhésion de l'Algérie aux Brics : Toutes les conditions sont réunies

L'économiste Nabil Djemaâ estime que l'Algérie remplit toutes les conditions qui lui permettent de rejoindre le groupe des BRICS, qui compte, pour le moment, la Russie, la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud.

L'expert a expliqué que la réunion du groupe, prévue en août prochain à Cape Town, décidera du processus de l'adhésion de l'Algérie, soulignant que les représentants du groupe évoqueront les critères et les conditions d'adhésion de nouveaux membres à ce bloc économique. L'économiste a également estimé que l'adhésion de l'Algérie se fera par étapes, la première étant l'adhésion en tant que membre observateur, ce qui lui permettra, selon lui, d'interagir avec les États membres et de remplir toutes les conditions lui permettant de devenir membre permanent à la fin de l'année en cours. «L'adhésion devrait être progressive, d'autant plus que l'Algérie traverse actuellement une phase de transformation globale, pour créer toutes les conditions et améliorer le climat des affaires et le cadre général de l'activité économique dans tous les domaines, allant de la gouvernance à l'investissement, la promotion du commerce extérieur et la réforme du système financier et bancaire, à travers l'utilisation, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, du dinar numérique», explique-t-il. Et d'ajouter : «L'Algérie compte fortement sur le soutien de la Chine et de la Russie, qui ont accueilli positivement son adhésion au groupe BRICS, au moment où l'Algérie œuvre à améliorer les chiffres et les indicateurs de l'économie qui restent loin des chiffres des États membres du groupe. L'Algérie travail pour réduire cet écart, à travers de grands efforts pour augmenter le taux de croissance du produit intérieur brut, actuellement à 21%.»

Une intégration à bénéfices multiples

L'économiste Farid Benyahia a souligné, lui, que l'adhésion de l'Algérie aux BRICS lui permettra d'avancer dans plusieurs domaines technologiques et

industriels, en plus d'apporter des investissements chinois et russes sur le marché algérien. «L'Algérie a tout à gagner à travers son adhésion aux BRICS», a-t-il dit. Il explique dans le détail que l'Algérie aura besoin d'un nombre de projets, dans les domaines de l'industrie mécanique et des industries spatiales. Des domaines dans lesquels la Chine est pionnière et très développée. Elle aura également besoin de l'expérience russe dans le domaine agricole, d'autant plus que la Russie a fait de grands progrès dans le domaine de l'agriculture, après avoir été un pays importateur de céréales dans les années 1990. Aujourd'hui, la Russie est l'un des plus importants pays exportateurs de céréales. L'Algérie a donc besoin de l'expérience russe pour développer son secteur agricole, d'autant plus que l'Algérie possède des millions d'hectares de terres agricoles qui peuvent être exploitées afin de répondre aux besoins du marché intérieur, voire exporter à l'étranger. L'Algérie bénéficiera de l'expérience et de l'expertise de l'Inde dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et des industries technologiques dans ce domaine qui connaît un développement impressionnant en Inde. Il sera également possible de solliciter l'aide de tous les pays des BRICS, afin de réaliser des infrastructures en Algérie ou ce qu'on appelle des contrats de construction et d'exploitation, qui nécessitent de ressources financières importantes, telles que la construction de ports et de voies ferrées, qui seront réalisés par le fonds de l'organisation BRICS, auquel l'Algérie compte apporter une contribution de 1,5 milliard de dollars.



Le président de la République et son homologue turc se félicitent du niveau des relations bilatérales

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, M. Recep Tayyip Erdogan se sont félicités, samedi à Istanbul, du niveau des relations entre les deux pays. Lors de leurs entretiens, tenus en présence des ministres des Affaires étrangères des deux pays, les Présidents Tebboune et Erdogan ont exprimé leur satisfaction du niveau des relations atteint par les deux pays, notamment au volet économique, les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie s'élevant à 5 milliards de dollars, avec un volume

d'investissements turcs en Algérie de 6 milliards de dollars, un chiffre que les deux parties entendent porter à 10 milliards de dollars à moyen terme.

Afin de renforcer le partenariat entre l'Algérie et la Turquie, les deux Présidents ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines, ce qui prélude d'une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays, notamment après la réélection de M. Recep Tayyip Erdogan pour un nouveau mandat présidentiel. Lors de leurs entretiens, les deux présidents ont instruit leurs ministres des Affaires étrangères respectifs à l'effet de convoquer une réunion, dans les meilleurs délais, en vue de définir les priorités dont ils ont convenu et préparer un Sommet qui réunira, prochainement, les deux Présidents aux fins d'élaborer le nouveau programme de coopération entre les deux pays frères. Au volet international, les deux Présidents ont évoqué, avec intérêt, la question palestinienne et convenu d'accélérer le processus d'adhésion de l'Etat de Palestine à l'ONU, en tant que membre à part entière. Ils ont, par là même, évoqué la situation au Soudan, en Libye et au Sahel. L'occasion était pour le président turc de remercier son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour son rôle dans le maintien de la qualité des relations arabo-turques. Le Président Tebboune a, rappelle-t-on, effectué une visite de travail en Turquie les 21 et 22 juillet, à la tête d'une importante délégation ministérielle.



Rapport 2022 de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce : Contribuer à la réalisation des ODD d'ici 2030

La Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) publie son Rapport annuel sur l'efficacité du développement (ADER) 2022 sur le thème : « Faire progresser le commerce, améliorer les vies ».

La Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), a dévoilé son Rapport Annuel sur l'efficacité du Développement 2022 (ADER). Pour M. Hani Salem Sonbol, Directeur Général de l'ITFC, « le Rapport annuel sur l'efficacité du développement 2022 offre l'opportunité d'une introspection sur l'impact produit par l'équipe de l'ITFC et nos partenaires ».

En présentant ce rapport « à nos parties prenantes et à nos partenaires, nous devons reconnaître leur soutien et célébrer la confiance inestimable qu'ils nous accordent. Pour accélérer la reprise économique post-COVID 19 tout en relevant

les défis d’approvisionnement globaux des pays membres, nous avons augmenté les opportunités de financement du commerce et renforcé nos interventions en faveur du secteur privé et du commerce pour favoriser la prospérité économique ».

Pour 2023, ajoute le même responsable, « nous restons engagés à notre mission d’être le catalyseur du développement du commerce entre les pays membres de l’OCI et au-delà, tout en contribuant à la réalisation des ODD d’ici 2030. »

Conformément aux ODD de l’ONU, l’ITFC a renouvelé son engagement à soutenir les chaînes d’approvisionnement essentielles qui permettent aux pays membres de préserver leur stabilité économique et sociale.

Afin de sécuriser les réserves alimentaires stratégiques, et fournir des aliments de base à des prix abordables, l’ITFC a déboursé environ 2 milliards de dollars US pour importer 3,8 millions de tonnes métriques de produits alimentaires, bénéficiant à plus de 22 millions de ménages dans les pays membres. L’ITFC a engagé un total de 4,5 milliards de dollars US en financement du commerce pour soutenir le « Programme de Réponse à la Sécurité Alimentaire » de la BID.



Skikda : La zone industrielle de Harrouch inaugurée fin juillet

L’exécutif de la wilaya de Skikda a annoncé que la zone industrielle de Harrouch sera réceptionnée dans moins d’une semaine.

Le taux d’avancement des travaux, lancés en novembre 2022, a atteint 95%. Cette zone industrielle occupera une superficie réelle de trois hectares. Le projet est financé par les fonds communs des collectivités locales à hauteur de 387 millions de dinars.

Les travaux retenus portent sur le revêtement des routes et la réalisation des trottoirs et des réseaux d’éclairage public et d’assainissement, ont souligné les responsables de cette wilaya cotière. Par ailleurs la zone industrielle est en mesure de recevoir 34 investisseurs.

Investissements dans les puits pétro-gaziers : Une hausse significative attendue en 2023

Une étude de Rystad Energy indique que les investissements dédiés aux interventions sur les puits pétro-gaziers connaîtront une hausse significative en 2023. Elle prévoit que ces dépenses dépassent les 58 milliards de dollars d'ici la fin de l'année. Une croissance qui trouve son explication dans le changement dans la stratégie opérationnelle déployée par les compagnies pétro gazières.

Un montant, et non des moindres, de 11 milliards de dollars seraient investis par les compagnies dans des opérations de perforation et de câblage. Un montant qui monte à 20 milliards dans les activités de tubage et d'injection d'eau, entre autres.

Selon Rystad, environ 35 % du total de ces investissements devrait être consacré aux équipements et aux produits chimiques utilisés dans le cadre des interventions sur les champs pétrolifères.

A la faveur de la reprise de la demande pétrolière au second semestre 2023, l'intérêt pour les opérations d'intervention sur les puits devrait se renforcer.

Selon les projections de Rystad, le marché africain, mais aussi asiatique et sud-américain devrait soutenir cette croissance à hauteur de 9 % au terme de l'année 2024. Une hausse qui atteindrait les 17 % à l'horizon 2027.



Algérie-Turquie: Ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, M. Recep Tayyip Erdogan se sont félicités, samedi à Istanbul, du niveau des relations entre les deux pays.

Lors de leurs entretiens, tenus en présence des ministres des Affaires étrangères des deux pays, les Présidents Tebboune et Erdogan ont exprimé leur satisfaction du niveau des relations atteint par les deux pays, notamment au volet

économique, les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie s'élevant à 5 milliards de dollars, avec un volume d'investissements turcs en Algérie de 6 milliards de dollars, un chiffre que les deux parties entendent porter à 10 milliards de dollars à moyen terme.

Afin de renforcer le partenariat entre l'Algérie et la Turquie, les deux Présidents ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines, ce qui prélude d'une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays, notamment après la réélection de M. Recep Tayyip Erdogan pour un nouveau mandat présidentiel.

Lors de leurs entretiens, les deux présidents ont instruit leurs ministres des Affaires étrangères respectifs à l'effet de convoquer une réunion, dans les meilleurs délais, en vue de définir les priorités dont ils ont convenu et préparer un Sommet qui réunira, prochainement, les deux Présidents aux fins d'élaborer le nouveau programme de coopération entre les deux pays frères.

Au volet international, les deux Présidents ont évoqué, avec intérêt, la question palestinienne et convenu d'accélérer le processus d'adhésion de l'Etat de Palestine à l'ONU, en tant que membre à part entière. Ils ont, par là même, évoqué la situation au Soudan, en Libye et au Sahel.

L'occasion était pour le président turc de remercier le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour son rôle dans le maintien de la qualité des relations arabo-turques.

Le président de la République a regagné, samedi Alger, après avoir effectué une visite de travail les 21 et 22 juillet en Turquie.

Le président de la République avait également effectué une visite de travail à l'Etat du Qatar, pays frère, à la tête d'une importante délégation ministérielle, puis une visite d'Etat en République populaire de Chine, pays ami, à l'invitation de son homologue chinois, M. Xi Jinping.



Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption : Atelier de formation à Alger en collaboration avec le PNUD

La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption organise, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le

développement (PNUD), les 24 et 25 juillet, à Alger, « un atelier de formation » sur l'application de l'indice d'efficacité « probité » inspiré du modèle sud-coréen de l'évaluation des efforts de lutte contre la corruption au sein du secteur public, indique un communiqué de l'Autorité.

Dans ce cadre, la Haute autorité a invité certains secteurs ministériels et établissements public sous tutelle, qui ont affiché leur intérêt à travailler avec cet indicateur durant l'année 2023-2024 comme première expérience, à participer à cet atelier, scindé en deux groupes, a précisé le communiqué. Le premier groupe inclut les administrations centrales des secteurs ministériels, à savoir: le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le ministère de la Justice, le ministère des Finances, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, le ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère de la Poste et des Télécommunications, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et le ministère de la Culture et des Arts.

Le deuxième groupe sera composé des établissements public sous tutelle, à savoir: la Direction générale des Impôts, la Direction générale de la Protection civile, la Direction générale des Douanes, la Direction générale des Domaines de l'Etat, la Direction générale des Forêts et l'Office national des examens et concours. Selon la même source, la matrice de l'indice de l'efficacité « probité » est constituée de 03 catégories, 08 critères, 18 indicateurs et 58 critères d'évaluation, répartis sur des principes fondamentaux, dont la consolidation de l'intégrité, de la transparence et de la reddition de comptes dans le secteur public, d'autant que cet indice fournit « des orientations claires pour les entreprises publiques ciblées autour des mesures prioritaires en matière de prévention et de lutte contre la corruption, appuyés d'indices clairs et de système de notation, dans l'objectif de restructurer les secteurs ministériels et les entreprises publiques durant l'année 2023/2024 ».

Selon le communiqué, « l'opération de mise en œuvre de l'indice auprès des établissements ciblés débutera en septembre 2023 et visera à concrétiser les mesures inscrites à la matrice jusqu'à juin 2024, où les secteurs et les entreprises concernés sont évalués selon la méthodologie adoptée, de même que pour la restructuration des entreprises selon les notes accordées, tout en assurant la diffusion par la haute autorité du rapport en septembre 2024".

Fiscalité : Le CNF élit son président

Les membres du Conseil national de la fiscalité (CNF) ont procédé, jeudi dernier, à l'élection de Mohamed El Habib Merhoum au poste de président de cet organe dont les activités ont été réactivées après plusieurs années de gel.

Composé des représentants des associations professionnelles, d'agents économiques, d'experts, d'universitaires et de représentants de l'administration, le CNF assure principalement une mission consultative auprès du ministère des Finances. En réactivant ses activités, les pouvoirs publics veulent associer les professionnels de la fiscalité dans le processus de réforme et de modernisation de tout le système fiscal national. Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, avait indiqué, lors de l'installation du CNF le 10 juillet dernier, que la réactivation cet organe intervenait dans le cadre du programme du président de la République visant à doter l'Algérie d'institutions fortes et pérennes qui œuvrent à la construction d'une économie forte et prospère. Selon lui, en reprenant ses activités, le Conseil contribuera au renforcement «du processus de réforme et de modernisation de la finance publique», et permettra aux experts d'évaluer le système fiscal, de donner leurs avis et de faire des propositions sur les mesures susceptibles de renforcer la relation entre l'administration et les contribuables. Le grand argentier du pays a assuré que le CNF devra participer aussi à sensibiliser les citoyens sur l'importance de la fiscalité, à travers «l'organisation de campagnes de sensibilisation et de vulgarisation expliquant l'importance des impôts dans le financement des services publics et la réalisation du développement durable».

Il convient de noter que le CNF compte parmi ses membres l'Association des conseillers fiscaux dont le président, Boubekeur Sellami, a été élu vice-président du Conseil. Selon lui, la refonte du système fiscal en Algérie ne devrait pas se faire à travers les lois de finances, mais plutôt «à travers la révision directement de certains axes et règles importantes de la fiscalité pour les aligner sur les règles universelles dans ce domaine, notamment en ce qui concerne l'équité fiscale, le contrôle fiscal, le traitement de l'IRG, la TVA, sans oublier la nécessité d'une transformation digitale de l'administration».

S'agissant du recouvrement fiscal qui pose toujours problème aux pouvoirs publics, l'expert fiscaliste estime que le recouvrement est lié beaucoup plus au contrôle fiscal et au contentieux. Pour l'optimiser, «il faut agir sur les textes réglementaires, mais surtout sur les moyens à mettre à la disposition des receveurs chargés de recouvrer l'impôt», explique-t-il. Il est aussi primordial de «procéder à la numérisation des services du fisc pour assurer une plus grande transparence», assure-t-il.

L'administration fiscale a effectué, faut-il rappeler, plusieurs réformes visant à optimiser son système qu'elle compte renforcer à travers la normalisation des procédures fiscales et leur alignement sur les règles universelles. L'objectif étant d'arriver à couvrir les dépenses de fonctionnement et les charges salariales par une fiscalité ordinaire plus équitable, moderne et entièrement numérisée.



Bourse des valeurs mobilières : Lancement d'une consultation pour l'élaboration d'un nouveau règlement

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) a lancé une consultation de place en vue de l'élaboration d'un nouveau texte réglementaire organisant et encadrant les mécanismes de fonctionnement de la Bourse des valeurs mobilières, a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué.

Ce nouveau texte réglementaire qui viendra « en remplacement du Règlement 97-03 du 18 novembre 1997 existant », s'inscrit dans le cadre de « la nouvelle vision de la Commission qui vise à mettre à jour et à harmoniser les textes réglementaires relevant de sa compétence pour les adapter aux exigences actuelles et à la dynamique que connaît l'économie nationale depuis trois ans, ainsi qu'au plan d'action du gouvernement visant à diversifier l'économie nationale et ses sources de financement », précise la même source.

Cette consultation réunit les acteurs de la place financière d'Alger, à savoir la Société de gestion de la Bourse (SGBV), le dépositaire central des titres, les intermédiaires en opérations de bourse, les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés de capital risque, est-il expliqué dans le document.

Dans ce cadre, une séance de travail a eu lieu au siège de la SGBV le 25 juin dernier, entre les cadres des deux institutions visant à définir les contours du nouveau règlement général de la bourse.

Une deuxième séance de travail s'est tenue au siège de la COSOB le 03 juillet courant, réunissant les cadres de la commission et les représentants de la société de gestion de la Bourse, dépositaire central des titres et des intermédiaires en opérations bourse. Cette réunion a eu pour objet d'étudier les propositions soumises par les partenaires pour aboutir à un document complet et efficace, explique, également, le communiqué. Selon le document, la COSOB œuvre par cette initiative afin d'«avoir un nouveau texte qui correspond aux pratiques et normes internationales en la matière». La Commission a noté dans son communiqué que d'autres réunions, toujours dans le même contexte, se tiendront à l'avenir.



Adhésion de l'Algérie aux BRICS : Diversifier l'économie avec de grands partenariats

Le poids croissant des BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde, Afrique du Sud) est de plus en plus visible à la lumière du profond bouleversement économique et géopolitique que connaît le monde actuellement. Avec 45% de la population de la planète et près du quart de sa richesse, les BRICS seraient également à l'origine de plus de 50% de la croissance économique mondiale au cours des dix dernières années.

L'Algérie, acteur majeur de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine, «ne peut rester à l'écart d'une telle opportunité», selon Mohamed Achir, maître de conférences au département d'économie de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. La demande de l'Algérie d'adhérer aux BRICS s'inscrit, selon l'économiste, «dans le cadre de la diversification de ses partenariats et de ses relations économiques, internationales et stratégiques». «Ce mécanisme de coopération prouve une certaine efficacité dans l'émergence d'une dynamique économique rapide», a-t-il ajouté, soulignant que «nous devons diversifier notre

économie avec de grands partenariats, soit avec la Russie, la Chine, le Brésil et l'Inde». Ce qui va constituer, a affirmé Achir, «une opportunité pour la croissance économique du pays et la création d'emplois». D'autant plus que la place de ce pôle économique dans l'économie globale ne cesse de croître contribuant à 31,5% du Produit intérieur brut (PIB) mondial contre 30,7% pour le G7. Un bouleversement géopolitique majeur auquel, selon l'économiste Abdelkader Mechdal, «l'Algérie devrait consentir des efforts pour améliorer les conditions d'investissement et de son produit intérieur brut qui se situe entre 260 à 300 milliards de dollars par an et qui devrait doubler les années prochaines». Pour lui, «c'est tout un climat en faveur du développement de l'économie nationale». Les échanges commerciaux avec les pays membres du BRICS demeurent, toutefois, très faibles. Selon Abderrahmane Hadeff, expert économiste et consultant en Business development, «ces échanges ne dépassent pas les 20 milliards de dollars». Or, a-t-il souligné, «compte tenu des potentialités qui existent en Algérie et par rapport à ce que les pays du BRICS peuvent nous apporter, il est très important d'aborder aujourd'hui la question du commerce extérieur dans une approche plus globale». Ce qui permettrait, a-t-il assuré, d'«améliorer ces échanges, aller vers une diversification de cette coopération et éviter de se concentrer essentiellement sur certains secteurs traditionnels». D'ailleurs, a estimé le Dr Arslan Chikhaoui, expert en géopolitique, «le club des BRICS en cours d'élargissement en BRICS+ avec les intentions d'adhésion de nouveaux pays concentrerait environ 90% des ressources en minerais de terres rares». Il a expliqué que «les principales économies mondiales sont actuellement toutes trop dépendantes des importations chinoises. Et la crainte que des restrictions d'approvisionnement, voire des arrêts, ne causent de graves dommages aux économies, aux industries et aux plans de décarbonations conduit donc de nombreux pays à rechercher des sources alternatives».

Un potentiel minier insuffisamment exploité

À bien des égards, selon le Dr Chikhaoui, également membre du Conseil consultatif d'experts du World Economic Forum, les terres rares sont les intrants de la société industrielle du 21^e siècle. «Elles sont vitales pour des produits clés allant des produits de haute technologie (smartphones et moniteurs) aux systèmes de conversion d'énergie (éoliennes, panneaux photovoltaïques et machines électriques) et même militaires (lasers et radar)». Etd'ajouter : «Les difficultés à les remplacer par des matériaux alternatifs font des terres rares des

ressources stratégiques uniques.» «Dans cette nouvelle ère de recomposition des alliances géopolitiques, l'Afrique a une opportunité d'émerger en tant que région de production, ce qui est susceptible d'intensifier la compétition entre les acteurs mondiaux», a-t-il prédit. Et pour cause, a-t-il révélé, «le continent africain abrite de nombreux gisements de terres rares, en particulier, dans les pays de l'Est et du Sud, mais, également, au Nord tel que la région sahélo-saharienne et l'Algérie». Il a rappelé, à ce titre, que «l'économie de notre pays, particulièrement durant les quarante dernières années, a été rythmée par la production et les prix du gaz et du pétrole. Par voie de conséquence, la transition énergétique avait des difficultés à se mettre en route. Depuis 2020, la relance du développement et la valorisation du domaine minier, en général, et du secteur minier, en particulier, ont été effectives».

L'Algérie a, ainsi, a-t-il affirmé, «décidé d'exploiter les ressources minières disponibles et avérées pour contribuer à l'économie et l'industrie alternatives». Selon l'expert, «les analyses métallo-géologiques faites par les instituts de géologie des différents environnements géologiques du pays ont montré qu'ils sont potentiels pour la disponibilité des minéralisations suivantes : métaux précieux (or, argent), pierres précieuses et semi-précieuses (diamant, topaze, béryl, ...) et métaux de base (zinc, plomb, cuivre). Mais, aussi, des métaux ferreux et non ferreux, des éléments du groupe platine, des métaux rares et des minéraux industriels». Pour le Dr Chikhaoui, «si l'on regarde de près l'important potentiel minier varié de l'Algérie, il demeure insuffisamment exploité».

Son développement devrait, a-t-il recommandé, s'articuler autour de trois axes. «Le premier est le lancement, à court terme, des projets phares et structurants qui permettront la mise en place d'une nouvelle industrie de transformation et la valorisation des ressources minières», a-t-il indiqué. Le second, a-t-il poursuivi, est d'«achever les projets de mise en valeur de certains gisements de minéraux industriels qui sont toujours importés par le pays, à savoir le carbonate de calcium micronisé et la bentonite». Le troisième concerne, quant à lui, a-t-il précisé, «les matières nobles et rares dont les gisements sont repérés sur différentes régions du pays». En somme, il s'agit, de l'avis de notre expert, de «mettre en valeur des gites et gisements de produits miniers mis en évidence par les différents programmes de la recherche minière dans le cadre de la stratégie de promotion et du développement du secteur minier algérien».

La Turquie un gros investisseur en Algérie

L'Algérie et la Turquie veulent renforcer leur coopération, notamment économique. La Turquie, qui compte le plus grand nombre d'entreprises présentes en Algérie, avec des investissements estimés à 6 milliards de dollars, veut renforcer sa présence en portant le volume des investissements à 10 milliards de dollars à moyen terme.

Les deux parties se sont convenu de hisser le volume d'investissement, à l'occasion de la visite de deux jours qu'a effectuée le président de la République en Turquie. Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, qui se sont félicités du niveau des relations entre les deux pays et ont exprimé leur satisfaction quant au niveau des relations atteint par les deux pays, notamment sur le volet économique, ont exprimé leur volonté de porter le volume des investissements turcs en Algérie à 10 milliards de dollars alors qu'il est estimé actuellement à 6 milliards de dollars. Et c'est par l'investissement dans plusieurs domaines que cela va se réaliser. En effet, afin de renforcer le partenariat entre les deux pays, les deux Présidents ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines.

Lors de leurs entretiens, les deux Présidents ont instruit leurs ministres des Affaires étrangères respectifs à l'effet de convoquer une réunion, dans les meilleurs délais, en vue de définir les priorités dont ils ont convenu et préparer un sommet qui réunira, prochainement, les deux Présidents aux fins d'élaborer le nouveau programme de coopération entre les deux pays.

Les échanges commerciaux ont, pour leur part, progressé de 30 % en 2022, ce qui contribuera à atteindre l'objectif de 10 milliards de dollars d'échanges entre les deux pays. L'Algérie exporte principalement vers la Turquie des produits pétroliers et gaziers ainsi que certains produits agricoles. Pour sa part, la Turquie exporte de son côté vers l'Algérie des produits manufacturés, à l'instar des machines et des équipements électroniques.

Tout cela démontre la qualité de la coopération économique entre les deux pays, sachant que la Turquie est devenue le premier investisseur étranger en Algérie hors hydrocarbures et que l'Algérie représente le deuxième partenaire commercial de la Turquie en Afrique et la première destination des investissements directs étrangers turcs sur le continent.

Dans la perspective de renforcer et de diversifier la coopération bilatérale, des échanges ont eu lieu entre les ministres des deux pays. Les membres de l'importante délégation ministérielle conduite par le président de la République ont eu des entretiens bilatéraux à Istanbul avec leurs homologues turcs. Les entretiens ont porté sur plusieurs secteurs, notamment l'énergie, l'industrie, le commerce, l'habitat et les travaux publics.

L'énergie et l'agriculture figurent parmi les secteurs prometteurs. L'ex-ambassadrice turque, Mahinur Ozdemir Goktas, avait fait part de l'intérêt de son pays d'investir « à court et moyen terme dans les secteurs de l'énergie et l'agriculture, auxquels l'Etat algérien attache une importance particulière ». Elle avait également indiqué que les sociétés turques ont réalisé plus de 600 projets d'infrastructures et de construction en Algérie.



Développement des programmes de certification : Algerac lance une initiative

La nécessité de la certification des produits, notamment ceux destinés à l'exportation, n'est plus à démontrer. En plus de garantir la qualité des produits en circulation, la certification facilite l'insertion des produits dans des marchés internationaux. Une étape importante, d'autant que cela s'inscrit dans une démarche de diversification des exportations.

C'est dans cette optique que l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac) vient de lancer une initiative qualifiée de « stratégique » visant à développer des programmes de certification de produits adaptés au besoin national.

« Conscient de la constante évolution du cadre réglementaire régissant le marché mondial et de la nécessité, aujourd'hui, pour les opérateurs exportateurs de s'adapter au contexte légal imposé par chaque pays, Algerac lance une initiative stratégique visant à développer des programmes de certification de produits adaptés au besoin national », a affirmé Algerac dans un communiqué rendu public hier, soulignant l'importance de la certification.

« Cette certification contribuera en faveur de l'insertion de l'Algérie dans son environnement mondial pour accroître ainsi ses opérateurs économiques du pays mais aussi veiller à garantir la qualité des produits mis en circulation et à assurer la sécurité et la santé du consommateur », a-t-on indiqué.

Cette certification constitue, a-t-on signalé, un outil politique régulateur de marché attestant que le produit est conforme à un ensemble de spécifications techniques contenues dans la norme internationale ISO/CEI 17065 (évaluation de la conformité – exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services).

Algerac dit avoir, à cet effet, organisé une réunion de sensibilisation le 18 juillet passé, au cours de laquelle un dialogue a été engagé avec plusieurs représentants d'organismes certificateurs et opérateurs économiques pour présenter les enjeux et procédures de la certification et recueillir les difficultés auxquels font face les exportateurs.

Il a été question également de tracer la voie à suivre qui permettra de développer les différents programmes de certification selon les produits à adopter, de réfléchir sur les différents soutiens financiers pouvant être mis au profit des organismes certificateurs et de sensibiliser les parties prenantes devant être impliquées dans ce projet.

La sélection de produits à certifier sera déterminée en tenant compte essentiellement du potentiel de production que possède le pays, de la qualité du produit mais également du potentiel existant de la demande du marché local et extérieur, a-t-on expliqué.

Une feuille de route a ainsi été retenue dans laquelle un plan d'action a été élaboré visant à mettre en place et développer l'ensemble des mécanismes et des critères menant à l'accréditation des organismes certificateurs pour qu'ils puissent ainsi délivrer, au profit des producteurs et exportateurs, une attestation officielle de conformité reconnue à l'échelle internationale, selon les précisions d'Algerac.



En visite au Qatar, en Chine et en Turquie: Le Président Tebboune redéploie l'Algérie à l'international.

L'Algérie se redéploie à l'international, à la faveur des visites effectuées par le président de la République au Qatar, en Chine et en Turquie. Des visites qui mettent en avant le poids diplomatique de l'Algérie et démontrent une ferme volonté de relancer l'investissement et booster l'appareil économique. Aux enjeux géostratégiques inévitables, l'Algérie, sous la conduite de Abdelmadjid

Tebboune, veut surtout s'imposer économiquement. C'est, du moins, ce qui ressort du dernier périple du chef de l'Etat.

Au Qatar, le président de la République a été accueilli au palais princier à Doha par l'Emir Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani. M. Tebboune a eu des entretiens officiels avec l'Emir de l'Etat du Qatar, élargis ensuite aux délégations des deux pays. «A l'entame de la rencontre, son Altesse l'Emir a souhaité la bienvenue au président de la République et à la délégation qui l'accompagne, leur exprimant ses vœux de davantage de progrès dans différents domaines, à même de réaliser les aspirations communes des deux peuples frères», a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Le président de la République a, à son tour, exprimé «ses remerciements à son frère, son Altesse l'Emir pour son hospitalité et l'accueil chaleureux qui lui a été réservé, espérant que leurs entretiens officiels puissent contribuer au renforcement de la coopération et au développement des relations de fraternité entre l'Algérie et le Qatar».

Algérie-Qatar : partenariat stratégique prometteur

Les entretiens officiels entre les deux dirigeants ont porté sur les voies et moyens de «renforcer et de développer les relations bilatérales dans différents domaines, notamment l'économie, le commerce, l'industrie, l'énergie et les technologies», mais aussi sur les derniers développements aux niveaux régional et international, a ajouté le communiqué. Dans un tweet posté sur son compte officiel, Cheikh Tamim a écrit : «J'ai eu le plaisir d'accueillir mon frère, le Président Abdelmadjid Tebboune, et je me réjouis des entretiens que nous avons eus, aujourd'hui, sur les moyens de promouvoir les relations fraternelles ancrées entre l'Algérie et le Qatar, les derniers développements de la situation aux niveaux régional et international, ainsi que sur les perspectives de renforcement de l'action arabe commune au mieux des intérêts de nos peuples». Aussi, faut-il souligner que le président de la République a également reçu, en marge de sa visite à Doha, le président du Groupe qatari «Estithmar Holding», Moataz Al-Khayyat.

Voie ouverte devant les hommes d'affaires chinois

A Pékin, le président de la République a reçu un accueil solennel de la part de son homologue chinois, Xi Jinping. La cérémonie d'accueil s'est déroulée au Grand Palais du peuple conformément aux traditions chinoises ancestrales. Le Président Tebboune s'est entretenu en tête-à-tête avec son homologue chinois,

comme ils ont eu des entretiens élargis aux membres des délégations des deux pays. Le président de la République a présidé avec son homologue chinois la cérémonie de signature de 19 documents entre les deux pays, entre accords et mémorandums d'entente. Dans son message au Forum d'affaires algéro-chinois, le Président Tebboune a affirmé que «l'Algérie dispose aujourd'hui de plusieurs atouts et avantages qui font d'elle une destination d'investissement prometteuse dans des domaines vitaux, tels que l'agriculture, l'énergie, l'agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique», ainsi que dans les secteurs «du tourisme, des transports, des services, des énergies renouvelables et des infrastructures, et ce, grâce aux décisions et mesures que nous avons initiées pour libérer l'initiative et ouvrir la voie à la concurrence». Il a rappelé que «l'Algérie poursuit le développement du secteur de l'Energie à travers les opérations d'exploration et de production de pétrole et de gaz pour assurer de hauts niveaux de transformation, et œuvre à valoriser et à exploiter ses capacités dans le secteur minier, en créant un climat favorable aux investissements, fondé sur l'efficacité et la compétitivité économique, en encourageant l'entrepreneuriat, l'économie de la connaissance et les start-up et en réformant le système bancaire et financier».

Comme il n'a pas manqué d'affirmer que «la voie est ouverte en Algérie devant les hommes d'affaires chinois pour le partenariat et l'investissement dans tous les secteurs, afin de bénéficier des facilitations accordées aux opérateurs économiques», ajoutant que «les relations algéro-chinoises sont, de par leur profondeur historique, des relations authentiques qui expriment notre volonté commune d'établir un partenariat stratégique global». Par ailleurs, dans un communiqué commun sanctionnant les entretiens entre les Présidents Tebboune et Xi Jinping, il a été convenu de poursuivre l'intensification de la concertation politique, consolider la coopération sécuritaire, approfondir le partenariat économique et renforcer la coopération dans tous les domaines. Au volet économique, les deux parties se sont notamment félicitées de «l'évolution du volume de leurs relations économiques et commerciales» et ont affirmé leur détermination à «approfondir le partenariat économique et consolider la coopération pratique dans tous les domaines, œuvrer à l'augmentation du volume des échanges commerciaux et à faciliter les exportations hors hydrocarbures algériennes vers la Chine, mais aussi augmenter le volume des investissements qualitatifs chinois, à la faveur des multiples avantages qu'offre la nouvelle loi de l'investissement en Algérie». Pour les positions des deux pays vis-à-vis des questions internationales, l'Algérie et la Chine ont réaffirmé leur attachement à «intensifier la concertation et la coordination autour des questions internationales et multilatérales, poursuivre le soutien constant de leurs intérêts fondamentaux, se soutenir mutuellement lorsqu'il s'agit de la préservation de leur souveraineté et intégrité territoriales, consentir des efforts communs pour défendre le principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays, entre autres règles de la légalité internationale et

principes fondamentaux des relations internationales». La partie algérienne a réaffirmé son «respect du principe d'une Chine une et unie, Taïwan étant partie intégrante des territoires chinois», et exprimé son «opposition à l'indépendance de Taïwan, quelle qu'en soit la forme, soutenant aussi la position de la Chine dans les questions relatives aux droits de l'homme, au Xinjiang, à Hong Kong, au Tibet et autres, et rejetant toute tentative de politiser la question des droits de l'homme ou de l'utiliser comme moyen de pression dans les relations internationales». Aussi, la partie algérienne a informé, de nouveau, la partie chinoise de ses démarches entreprises pour demander l'adhésion de l'Algérie au BRICS, et des raisons ayant motivé cette démarche. La partie chinoise a salué la «volonté positive de l'Algérie d'adhérer à ce groupe et affirmé soutenir ses efforts pour atteindre cet objectif». Concernant la question du Sahara occidental, les deux parties ont affirmé leur «soutien aux efforts visant à parvenir à une solution durable et juste dans le cadre de la légalité internationale, notamment les résolutions pertinentes de l'ONU, à même de garantir au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination, suivant des démarches conformes aux principes de la charte de l'ONU et ses objectifs, exprimant leur soutien aux efforts des Nations unies dans ce sens». Par ailleurs, le Président Tebboune a adressé une invitation à son homologue chinois pour visiter l'Algérie.

Algérie-Turquie : entière satisfaction des deux chefs d'Etat

Lors de sa visite de travail en Turquie, le Président Tebboune, a été accueilli au Palais de Dolmabahçe, à Istanbul, par le Président Recep Tayyip Erdogan. Les entretiens entre les deux chefs d'Etat se sont élargis aux membres des délégations des deux pays. Aussi, les membres de l'importante délégation ministérielle conduite par le président de la République ont eu des entretiens bilatéraux à Istanbul avec leurs homologues turcs. Ils ont porté sur plusieurs secteurs, notamment l'Energie, l'Industrie, le Commerce, l'Habitat et les Travaux publics. Faut-il relever que lors de leurs entretiens, tenus en présence des ministres des Affaires étrangères des deux pays, Tebboune et Erdogan ont exprimé leur satisfaction du niveau des relations atteint par les deux pays, notamment au volet économique, les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie s'élevant à 5 milliards de dollars, avec un volume d'investissements turcs en Algérie de 6 milliards de dollars, un chiffre que les deux parties entendent porter à 10 milliards de dollars à moyen terme. Afin de renforcer le partenariat entre les deux pays, les deux présidents ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines. Lors de leurs entretiens, les deux présidents ont instruit leurs ministres des Affaires étrangères respectifs à l'effet de convoquer une réunion, dans les meilleurs délais, en vue de définir les priorités dont ils ont convenu et préparer un sommet qui réunira prochainement

les deux présidents aux fins d'élaborer le nouveau programme de coopération entre les deux pays. Au volet international, Tebboune et Erdogan ont évoqué, avec intérêt, la question palestinienne et convenu d'accélérer le processus d'adhésion de l'Etat de Palestine à l'ONU, en tant que membre à part entière. Ils ont, par là même, évoqué la situation au Soudan, en Libye et au Sahel.



TRANSFERT DES TECHNOLOGIES ET MODERNISATION DE L'URBANISME : Le savoir-faire chinois débarque à Boughezoul

Améliorer les conditions d'habitat des citoyens algériens a constamment été au centre des priorités du président Abdelmadjid Tebboune et de son Gouvernement. Et parmi les grands chantiers que l'Algérie a entrepris à cette fin, la construction des nouvelles villes satellitaires, dont le pôle urbain futuriste de Boughezoul.

Un projet qui s'inscrit dans la politique d'aménagement du territoire pour un rééquilibrage démographique du Centre du pays, et qui a été au centre des négociations qui se sont déroulées entre les différentes délégations présentes aux côtés de Tebboune en Chine. En effet, alors que le président Tebboune s'entretenait avec les grandes figures politiques chinoises, dont le chef d'État, Xi Jinping, le PM ministre Li Qiang, et le vice-secrétaire du Comité du PCC, Meng Fanli, les ministres algériens l'ayant accompagné ont, pour leur part, traité plusieurs dossiers et paraphé plusieurs contrats d'investissement avec leurs homologues chinois. Durant cette visite d'État, Tebboune avait annoncé en grande pompe que l'Algérie était favorable à une collaboration étroite dans les secteurs technologiques et du savoir. Eh bien, chose promise chose due, puisque le ministère algérien de l'Habitat, conduit par Mohamed Tarik Belaribi, s'est entendu avec son homologue chinois, Ni Hong, à Pékin, pour la création d'un Comité mixte chargé de l'examen de la réalisation de la ville de Boughezoul selon une conception technologique avancée, à l'image des nouvelles villes chinoises. Situé à 170 km au sud d'Alger, ce méga-projet, qui consiste en un pôle urbain futuriste de 20 000 hectares répartis entre habitations, quartiers d'affaires et zones agricoles, prévoit d'accueillir quelque 400 000 habitants. À noter cependant, que plusieurs infrastructures ont déjà été réalisées, notamment un centre de l'Agence spatiale algérienne, une gare ferroviaire et bientôt, un aéroport international, outre différents pôles dédiés à la santé et aux loisirs. Par ailleurs, 28 km de réseaux électriques, de fibre optique, d'eau potable et d'irrigation des espaces verts ont été finalisés. Cette touche technologique chinoise contribuera ainsi à moderniser encore plus le principe futuriste de ce

pôle urbain. Lors de leur entrevue, Belaribi et Ni Hong ont également convenu de « la révision du système algérien de construction antisismique », en vue de « son adaptation aux technologies modernes sous la supervision d'experts dans le cadre d'un comité mixte des deux pays ». Une démarche qui reflète ainsi les grandes ambitions algériennes de se mettre au diapason de la réussite chinoise dans la planification urbaine et dans la construction de villes intelligentes et numériques, écologiques et sécuritaires.



تكثيف الاستكشاف ومضاعفة التنقيب ومصانع جديدة قيد الإنجاز

“مناجم الجزائر”.. ورقة رابحة للتحزّر من المحروقات

سطرت السلطات مخطّطا ضخما لتطوير قطاع المناجم في الجزائر خلال المرحلة المقبلة، والذي يتوقّع الخبراء أن يكون ورقة رابحة لتحرير الاقتصاد الجزائري من دائرة التبعية للمحروقات، وتنويع مداخل الخزينة، حيث تكشف الدراسات الأخيرة عن ثروات معدنية ضخمة ومتنوّعة تضم الحديد والفسفات والزنك والرصاص والذهب والأتربة والنادرة . ويقول الرئيس المدير العام للمؤسسة الوطنية للحديد والصلب، أحمد بن عباس، إنه تم تحضير مخطّط ضخم لإنتاج الحديد وتصديره، كاشفا عن برنامج لتسليم مصنعين جديدين للحديد بصدد التطوير حاليا بولاية

بشّار. ويضيف بن عباس في تصريح لـ”الشروق”، أن إنجاز أوّل مصنع بطاقة إنتاج تصل 500 ألف طن من الحديد ببشار، سينطلق نهاية السنة الجارية، على أن تمتد مدة الإنجاز لسنتين كاملتين، وسيتم تسليمه آخر سنة 2025، في حين سيتم إنجاز المصنع الثاني بنفس الولاية مع الشريك الصيني بداية السنة القادمة أي مطلع 2024، وستستغرق مدة الإنجاز ثلاث سنوات ليتمّ تسليمه نهاية سنة 2026. وبعد ذلك ستباشر المؤسسة الوطنية للحديد والصلب، حسب المتحدّث، استخراج المادة الخام للحديد من المكامن ونقلها عبر السكك الحديدية، وسيطلق إنجاز مشروع النقل والتصدير سنة 2026، حيث سيتم التعاون مع المتعامل “توسيلي” بوهران للتصنيع للسوق الداخلية، كما سيتم التنسيق خارجيا للتصدير مع الصين.

ويؤكد بن عباس أنه في الظرف الراهن يتم إجراء التجارب في المنجم، للتأكد من نوعية الإنتاج والتكلفة، حيث تم الشروع في استخراج المادة الأولية التي ستكون جاهزة للاستغلال سنة 2025 أي 6 أشهر قبل بداية نشاط المصانع، مشدّدا على أنه بعد انتهاء أشغال السكك الحديدية، سيصل الإنتاج 13 مليون طن

في السنة وذلك بحلول سنة 2032. كما تم رسم مخطّط للصعود في الإنتاج من بشار جنوبا نحو ولايات النعامة وسعيدة والبيض شمالا، إذ يُرتقب أن يصل الإنتاج سنة 2040 قرابة 25 مليون طن، وهو منتج صالح للمصانع الداخلية أو للتصدير إلى الخارج، تقابلها كمية حديد خام تعادل 50 مليون طن يتم استخراجها من مكن غار اجبيلات، نصفها سيوجّه لإنتاج 13 مليون طن من الحديد، والبقية سيتم تحويلها إلى البيض والنعامة لاستكمال الإنتاج هناك.

وضمن هذا المخطّط، سيتم إنجاز عدّة مصانع هي عبارة عن مركّبات للحديد ومشتقاته، بإجمالي 3 مركبات للحديد ومصنع رابع للسكك الحديدية، تضاف إلى المصانع المنجزة بولايات الشمال



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger